



FAITS MARQUANTS DE LA CONDÉRENCE DE BONN: MERCREDI 18 MAI 2016

La Conférence de Bonn sur les changements climatiques s'est poursuivie mercredi avec, dans la matinée, un atelier sur la politique climatique sensible à l'égalité de genre. Un événement sur les résultats du Programme des Plans d'action de Lima-Paris (LPAA) a eu lieu pendant la pause-déjeuner. Dans l'après-midi, un événement spécial sur les directives relatives à la manière dont les évaluations du GIEC peuvent informer le bilan mondial et le quatrième Dialogue sur l'action pour l'autonomisation climatique, et une consultation informelle sur l'ordre du jour et l'organisation des travaux de l'APA, ont également eu lieu. Tout au long de la journée, les groupes de contact et les consultations informelles du SBI et du SBSTA, ainsi qu'un atelier sur le financement à long terme, se sont tenus.

SBSTA

PROGRAMME DE TRAVAIL DE NAIROBI: Les consultations informelles ont porté essentiellement sur la façon d'élaborer des activités supplémentaires dans le cadre du Programme. Les Parties ont convenu que les co-facilitateurs distribueront leurs notes issues des consultations précédentes, ainsi qu'un modèle sur les points «pourquoi, qui et quoi» nécessaires pour étoffer les activités proposées. Les Parties ont convenu de soumettre des propositions plus détaillées pour examen.

QUESTIONS MÉTHODOLOGIQUES EN VERTU DE LA CONVENTION: Paramètres communs: Au cours des consultations informelles, les Parties ont examiné les projets de conclusions comportant trois options: la clôture du point de l'ordre du jour; le report de son examen à 2021; ou la poursuite de l'examen de la question en faisant appel à des observations. Plusieurs pays développés ont soutenu le report des discussions, notant que l'APA traitera cette question, et ont apporté des modifications à la deuxième option. Plusieurs pays en développement ont préféré la dernière option, et l'un d'entre eux a souligné la nécessité de mentionner le potentiel de la température mondiale. Les co-facilitateurs modifieront le projet de conclusions.

CADRE TECHNOLOGIQUE EN VERTU DE L'ARTICLE 10.4 DE L'ACCORD DE PARIS: Au cours des consultations informelles, les Parties ont examiné le résumé des discussions de mardi préparé par les co-facilitateurs. Plusieurs Parties ont suggéré de fournir plus de précisions sur l'objectif du cadre, tandis que d'autres ont déclaré que l'Accord présente une description de l'objet. Les Parties se sont accordées sur l'idée que le cadre devrait être un document stratégique fournissant des orientations au Mécanisme technologique. Les co-facilitateurs prépareront un projet de conclusions et fourniront des détails dans leur synthèse sur la base des commentaires reçus.

AGRICULTURE: Dans les consultations informelles, les Parties ont convenu que les ateliers organisés à la SBSTA 43 ont été une réussite et que les rapports reflètent les résultats. Les Parties étaient favorables à la création d'une plate-forme ou centre de connaissances en tant que référentiel des bonnes pratiques, des expériences et des leçons apprises. Les Parties ont suggéré d'appeler à des observations sur la plate-forme, et à des idées générales sur la manière, ou sur la question de savoir

si le travail du SBSTA sur l'agriculture devrait évoluer dans le cadre de l'Accord de Paris. Les consultations informelles se poursuivront.

UTCATF DANS LE CADRE DU MDP: Au cours des consultations informelles, les Parties ont examiné une proposition selon laquelle une restauration du couvert végétal utilisant des plantes ligneuses pérennes sur au moins 0,05 hectare, ce qui ne répondrait pas à la définition des forêts aux fins du reboisement ou du boisement, serait admissible au titre du MDP. Les Parties ont convenu que la Partie qui a fait la proposition assurera la rédaction d'un projet de texte, y compris sur la nécessité de poursuivre les travaux sur les modalités et les procédures pour d'autres types de végétation. Les Parties se sont accordées sur l'opportunité de conclure ce point de l'ordre du jour à la CMP 12.

CONSEILS SUR LA FAÇON DONT LES ÉVALUATIONS DU GIEC PEUVENT INFORMER LE BILAN MONDIAL: Le Président du SBSTA, Carlos Fuller, a rappelé que la demande de conseils sur cette question est venue de la CdP 21. Hoesung Lee, Président du GIEC, a déclaré que le dialogue structuré d'experts sur l'examen 2013-2015 a veillé à ce que l'Accord de Paris soit «vraiment basé sur la science». Les Vice-Présidents du GIEC ont présenté les objectifs, les approches, les produits et le calendrier du sixième cycle d'évaluation du GIEC. Les Co-Présidents des trois groupes de travail du GIEC ont fait des présentations sur la façon dont leurs travaux pourraient être pertinents pour le bilan mondial. Le Co-Président du Groupe de travail sur les inventaires nationaux de GES a décrit les travaux méthodologiques pertinents. Le Secrétariat de la CCNUCC a décrit les modalités possibles pour l'utilisation des produits du GIEC aux fins d'informer le bilan mondial. Les discussions qui ont suivi ont porté sur les enseignements tirés de l'examen 2013-2015, la synchronisation du cycle du GIEC avec le bilan mondial, la recherche sur le niveau des émissions permettant de réaliser l'objectif de réchauffement de 1,5°C, et le rapport spécial lié, et l'utilisation des inventaires nationaux de GES.

SBI

PRISE DE DÉCISIONS AU SEIN DU PROCESSUS DE LA CCNUCC: Au cours des consultations informelles, plusieurs Parties ont suggéré de conclure ce point de l'ordre du jour, soulignant la manière transparente utilisée pour parvenir à l'Accord de Paris et la gestion exemplaire par la Présidence de la CdP 21. Une Partie s'y est opposée, soulignant que le processus de prise de décisions demeurera la garantie des décisions et des résultats qui seront élaborés après Paris.

RÉSULTAT DU PREMIER CYCLE DU PROCESSUS D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN INTERNATIONAUX (IAR)(2014-2015): Au cours des consultations informelles, les Parties ont exprimé leur point de vue sur: le contenu éventuel du projet de conclusions et les adresses où les transmettre; et la révision éventuelle des modalités et procédures de l'IAR, y compris l'organisme qui devrait l'entreprendre. S'agissant du contenu du projet de conclusions, les Parties ont suggéré, entre autres, une évaluation de la mise en œuvre des exigences méthodologiques et de rapport, une recommandation d'inclure les MME dans le champ d'application de l'évaluation multilatérale, et à la rédaction des conclusions procédurales, uniquement. Plusieurs Parties ont déclaré que le SBI devrait



procéder à la révision en 2017. Les co-facilitateurs prépareront un projet de conclusions pour les prochaines consultations qui auront lieu le 19 mai.

QUATRIÈME DIALOGUE SUR L'ACTION POUR L'AUTONOMISATION CLIMATIQUE (ACE) (JOUR 1): Le Président du SBI, Tomasz Chruszczow, a noté que l'événement contribuera à l'examen intermédiaire du Programme de travail de Doha sur l'article 6 de la Convention. Nick Nuttall, Secrétaire de la CCNUCC, a suggéré de penser à la sensibilisation du public en tant que science. Bertrand Piccard, de Solar Impulse Team, a appelé à la concentration sur les solutions et les actions inspirantes.

A propos de la sensibilisation, les intervenants ont présenté leurs expériences sur: l'éducation sur le développement durable lors de l'Expo Milano 2015; une exposition de train mobile sur les changements climatiques en Inde; une projection d'art sur la Basilique de Saint-Pierre, réalisée grâce à des partenariats; une campagne médiatique mettant en vedette des vidéos commentées par des célébrités; et le WWF Earth Hour, chargée de rendre l'action climatique compréhensible, racontable et accessible.

Pour ce qui est de la participation du public, les orateurs ont fait des présentations sur l'engagement du public concernant le caractère volontaire de l'objectif de bilan carbone neutre, et le Green World Radio du Costa Rica, avec 70 journalistes dans 18 pays œuvrant à la promotion de l'adaptation et de la gestion durable des terres.

Un intervenant a demandé de faire appel aux sciences sociales et humaines en tant que partie intégrante des stratégies de changement climatique. Un autre a proposé l'institution par l'ACE, à la CdP 22, d'un pavillon des jeunes et des bourses d'études pour les jeunes, qui sont actuellement sous-représentés. Un représentant du secteur des entreprises a présenté l'expérience de son entreprise qui a créé un mouvement utilisant de multiples points d'entrée pour attirer les jeunes talents.

Quatre discussions des groupes de travail ont été organisées pour réfléchir sur les bonnes pratiques, les défis, les besoins et les recommandations relatives à: l'intégration des efforts de sensibilisation du public dans les politiques de changement climatique; les politiques, programmes et activités pour parvenir à un changement de comportement; l'utilisation des communications numériques et des médias sociaux pour la sensibilisation; et l'engagement des jeunes dans la sensibilisation.

ATELIER SUR LA POLITIQUE CLIMATIQUE SENSIBLE A L'ÉGALITÉ DE GENRE (JOUR 1): Le facilitateur George Wamukoya (Kenya) a expliqué que l'atelier aura pour but d'améliorer la compréhension sur: les termes clés liés au genre; les étapes et les processus de l'intégration du genre; les synergies des organes et mécanismes pertinents de la Convention; et les bonnes pratiques.

Verona Collantes-Lebale, ONU Femmes, a fourni un aperçu sur la façon dont l'égalité de genre est intégrée dans les décisions, les domaines du travail et les organes de la CCNUCC.

Trois sessions ont examiné les bonnes pratiques à différents niveaux. Au niveau infranational, les orateurs ont partagé leurs expériences de travail dans les domaines de: l'autonomisation des communautés pour l'engagement civique aux Philippines et au Kenya; et les mesures d'adaptation appropriées au niveau national (MAAN) sensibles à l'égalité de genre de la Géorgie.

Aux niveaux national et régional, les orateurs ont fait des présentations sur: les processus d'élaboration des politiques nationales sensibles à l'égalité de genre au Pérou et au Cambodge; et l'amélioration de la diversité des sexes dans les services publics du secteur de l'énergie. Sur le plan international, les présentations ont porté sur, entre autres, la formation des délégués femmes de la CCNUCC par le Fonds pour les délégués femmes, et l'intégration de l'égalité de genre au FEM, et les considérations relatives au genre dans les travaux du Groupe d'experts des PMA.

Au cours des discussions, les participants ont souligné: l'établissement de lien entre le soutien et les besoins au niveau de la base; la budgétisation sexospécifique; et le manque d'expérience dans les pays en développement en matière d'intégration du genre et de la mise en œuvre des politiques.

ATELIER SUR LE FINANCEMENT À LONG TERME

Au cours des séances du matin, le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres, a déclaré que le financement constitue la clé pour transformer la vision de l'Accord de Paris en réalité, et a demandé instamment d'exhorter la communauté des bailleurs de fonds à soutenir l'adaptation, et d'éviter de considérer le financement public et le financement privé à travers une lentille binaire.

Barbara Buchner, de Climate Policy Initiative, a identifié les obstacles majeurs qui entravent l'investissement privé, et a discuté des mesures prises par les institutions de financement du développement pour assurer la transition entre les phases de pré-investissement et d'investissement.

S'agissant de l'évaluation des besoins d'adaptation des pays en développement, Antwi-Boasiako Amoah, Ghana, a présenté le processus du Ghana pour l'élaboration d'un plan intégré, ainsi que les avantages de l'intégration. Les discussions ont porté entre autres sur l'engagement des acteurs infranationaux dans la planification de l'adaptation, l'adaptation dans les plans d'action de la technologie et l'appropriation nationale.

Au cours des groupes de discussions, les participants ont débattu: des outils pour évaluer et communiquer les besoins d'adaptation; des formes de soutien les plus utiles dans la traduction des besoins à l'action; et de l'intégration des besoins d'adaptation dans les processus de planification et budgétaires, y compris en favorisant le renforcement des capacités et par le biais de l'amélioration de la preuve scientifique.

Dans les sessions de l'après-midi, les participants ont examiné d'abord l'augmentation du financement des mesures d'adaptation. Jay Koh, Siguler Guff, a expliqué la manière dont le Fonds mondial pour l'adaptation et la résilience aborde les défis de l'adaptation en créant des cartes d'investissement et en déverrouillant des flux de capitaux pour l'infrastructure, entre autres.

Les participants ont échangé des vues sur l'utilisation des fonds de prévoyance et sur les contrats de concession; les instruments novateurs de l'Africa Risk Capacity's Extreme Climate Facility; et les stratégies pour relever les défis que rencontrent les PMA pour accéder au financement climatique.

Pour ce qui est du renforcement de la transparence du financement de l'adaptation, Renato Redentor Constantino, de l'Accountability Initiative Adaptation Finances, a souligné le rôle de la société civile pour combler les lacunes dans la reddition des comptes en vue d'un meilleur alignement du financement avec les besoins.

Les délégués ont discuté de l'utilisation d'outils tels que les indices d'intégration climatiques pour suivre les résultats; les difficultés comptables liées à l'intégration du climat; et le travail du CPF.

Dans les groupes de discussion, les participants ont débattu de: la manière d'accélérer l'accès et la livraison du financement climatique; des leçons pour informer les soumissions de 2016 sur les stratégies et les approches visant à intensifier le financement du climat; des actions nécessaires pour améliorer le suivi du financement; et des moyens pour mesurer et accroître la transparence des résultats du financement de l'adaptation.

RÉSULTATS DE LA LPAA

Les partenaires des LPAA, à savoir le Pérou, la France et le Secrétaire de la CCNUCC, ont donné un aperçu des résultats des LPAA, y compris les engagements pris par les parties prenantes non - parties et 70 coalitions d'action climatique qui ont été mobilisées dans 12 domaines d'action. Les orateurs ont présenté les objectifs des LPAA, la méthode de travail en 2015, les résultats à la CdP 21 et les enseignements tirés. Des exemples ont été soulignés concernant les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les villes et les acteurs infranationaux, les forêts et la résilience. Le Maroc a parlé de l'avenir des LPAA au-delà de 2016. Au cours des discussions, les participants ont relevé plusieurs considérations sur le suivi, telles que la façon de s'assurer que les initiatives soutiendront les CDN, et de tirer parti de la relation entre les LPAA et l'action pré -2020.

DANS LES CORRIDORS

Mercredi matin, les délégués ont approfondi leur travail technique pendant les consultations informelles, tout en cherchant dans les coulisses, une solution aux difficultés en cours relatives aux ordres du jour de l'APA et du SBI. Un délégué a commenté qu'il est parfois difficile de «trouver un espace sûr pour négocier», au moment où l'absence de clarté dans les ordres du jour entravait les discussions sur d'autres domaines, et que les délégués essayaient de séparer «l'ancien travail» de la Convention et du Protocole, du «nouveau travail» émanant du résultat de Paris.

Bien que désireux de démarrer ce nouveau travail sérieux, bon nombre de délégués ont reconnu l'importance de résoudre la question de l'ordre du jour et d'équilibrer le poids de ses composants. Alors que les consultations informelles se poursuivent, un délégué inquiet a commenté, «bien que les controverses sur l'ordre du jour étaient prévisibles, elles retardent maintenant les discussions sur des points importants de l'ordre du jour». Au moment où les Co-Présidents de l'APA faisaient appel à des observations écrites sur les amendements à l'ordre du jour, un observateur a exprimé le souhait que la journée de jeudi apporte plus de clarté, et ce qu'un autre observateur a appelé un «véritable départ» pour l'APA.